



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**SOCIETE DAKAR DEM DIKK  
(DDD)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2012**

**RAPPORT FINAL**

**(juillet 2014)**



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Société Dakar Dem Dikk (DDD) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Société Dakar Dem Dikk (DDD) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les réserves et exceptions ci – après :

## 1. Réserves

a) la mission a rencontré beaucoup de difficultés pour mener à bien ses travaux en raison de déficiences dans le classement et l'archivage des documents de passation des marchés ; les raisons invoquées qui seraient liées au remplacement du Responsable de la Cellule de Passation des Marchés ne sauraient justifier la non communication des dossiers de marchés et autres informations comptables. Ainsi, les contrôles alternatifs prévus pour nous assurer de l'exhaustivité et de la fiabilité de l'état d'exécution du Plan de Passation des Marchés qui nous a été transmis n'ont pas pu être menés du fait de la non transmission des extraits des comptes du grand livre qui ont été requis. Nos appréhensions sur la non exhaustivité de cet état d'exécution du PPM sont corroborées par le constat fait lors de l'exploitation des dossiers de marchés, du reste incomplets, mis à notre disposition qui a permis d'identifier des marchés conclus en 2012 et non inclus dans ledit état d'exécution du PPM. Outre l'incertitude sur l'exhaustivité des marchés présentés, notre analyse des procès verbaux d'ouverture des plis de plusieurs procédures d'appels d'offres ouverts a permis de noter que :

- le nombre de candidats ayant retiré les DAO de même que leurs dénominations sociales ne sont pas reportés dans le PVO,
- les convocations adressées aux membres de la commission des marchés (article 39 du CMP) pour les inviter à assister aux séances de ladite CM ne sont pas établies dans le respect des délais règlementaires et classées dans les dossiers de marchés,
- les justificatifs de la transmission des PVO aux soumissionnaires (article 67 du CMP) ne figurent pas non plus dans les dossiers de marchés,
- la conduite de l'évaluation des offres est faite sur un modèle de rapport non conforme au modèle type préconisé par l'ARMP,
- les procès verbaux d'attribution ne sont pas systématiquement établis et/ou classés dans les dossiers de marchés,
- les lettres de notification de l'attribution provisoire et les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, les lettres d'attribution définitive et leurs supports de publication (article 85-2-4 du CMP) ne sont pas établis et/ou classés dans les dossiers de marchés...

Cette liste, non exhaustive de non conformités montre que le formalisme requis pour une passation, une exécution et un suivi correct des marchés n'est pas respecté par la Société Dakar Dem Dikk.

b) l'examen de l'appel d'offres relatif à la **fourniture de pièces de rechange et de fournitures d'ateliers (marché à commande) en cinq (5) lots**, attribués à **SICAS, pour le lot 1** pour un montant allant **de 60 000 000 F CFA à 210 000 000 F CFA**, à **TATA AFRICA SENEGAL, pour le lot 2** pour un montant allant **de 50 000 000 F**

**CFA à 200 000 000 F CFA** et aux **ETS PAD, pour le lot 3** pour un montant allant **de 50 000 000 F CFA à 150 000 000 F CFA**, nous a permis de noter des entorses substantielles à la réglementation des marchés publics ; en effet, après avoir établi le tableau comparatif des offres, des surcharges manuscrites ont été notées sur le lot N° 3 « Pièces d'usure TATA » qui ont eu pour effet de fixer les offres des ETS PAD et de TATA AFRICA SENEGAL à respectivement, 1 871 000 F CFA TTC et 1 660 000 F CFA TTC, alors que ces deux (2) candidats n'avaient pas fait d'offres sur ce lot N° 3 au regard du contenu de leurs propositions; il s'agit d'une violation du principe d'intangibilité des offres et d'une rupture de l'égalité de traitement des candidats. La Commission des Marchés a ensuite fait une proposition d'attribution pour les lots N° 1, 2 et 3 et a décidé de ne pas attribuer les deux (2) restants :

- le lot N° 4, a été déclaré infructueux au motif que l'unique soumissionnaire, ETS MOUSSA SEYE, n'avait pas déposé de caution (garantie de soumission) alors que le procès verbal d'ouverture des plis indiquait que la caution de l'intéressé était valable pour une période d'un mois ;
- le lot N° 5, a été déclaré infructueux au motif que le soumissionnaire ETS MOUSSA SEYE n'avait pas non plus déposé de caution (garantie de soumission) pour ce lot. La raison invoquée n'est pas conforme au contenu du procès verbal d'ouverture des plis qui indiquait plutôt que la caution (garantie de soumission) déposée par le candidat avait une durée de validité d'un mois. Ledit procès verbal d'ouverture indiquait aussi que le soumissionnaire ACTION FOR LIFE avait déposé des pièces administratives périmées et qu'un délai de soixante-douze (72) heures lui avait été accordé, pour compléter son dossier administratif. Sous ce rapport, il convient de souligner que le procès verbal d'ouverture doit expressément indiquer les dates de validité de chacune des pièces administratives déposées par les candidats et qu'il est important de s'assurer que le contrôle de la validité des pièces administratives fournies par les candidats aux marchés publics est effectué conformément aux dispositions de l'article 45.a) du CMP qui dispose que : « sont considérées comme étant en règle, les personnes qui au 31 décembre de l'année précédent l'avis d'appel à la concurrence, se sont acquittées de leurs impôts, taxes, majorations, pénalités, cotisations et redevances de régulation des marchés publics mis à leurs charges .... ».
- la Commission des Marchés de DDD a déclaré les deux (2) lots ci-avant mentionnés infructueux sans avoir requis au préalable l'avis de la DCMP, en violation de l'article 64 du CMP.
- deux (2) mois après l'attribution des trois premiers lots, une demande d'avis sur l'attribution de ces trois lots et pour passer un marché par appel d'offres restreint pour les lots 4 et 5 a été adressée à la DCMP. Il apparaît, à la lumière des observations formulées par la DCMP que DDD n'avait pas soumis le

rapport d'évaluation et en même temps le PV d'attribution et non deux mois après, au contrôle a priori en violation des dispositions de l'article 140.2 du CMP au regard du coût prévisionnel des acquisitions envisagées estimé à huit cent soixante millions (860 000 000) de F CFA dans le PPM, n'a pas utilisé le modèle type de rapport d'évaluation, ne s'est pas conformé aux dispositions des articles 67, 70 et 113 du CMP. La prise en compte des recommandations de la DCMP, n'a pas pu être vérifiée dans le dossier de marché ne comprenant aucune des pièces justificatives des interactions subséquentes entre la DCMP et DDD car ni l'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et d'évaluation des offres, ni le procès verbal d'attribution, ni l'avis favorable de la DCMP sur la requête de DDD pour passer un appel d'offres restreint pour les lots 4 et 5 ne figurent dans le dossier de marché.

- pour la procédure d'appel d'offres restreint déroulée pour les lots N° 4 et N° 5, seules les lettres d'invitation à soumissionner, l'offre du candidat ACTION FOR LIFE pour le lot N° 4, les cautions des ETS MOUSSA SEYE, d'une validité d'un (1) mois, pour les lots N° 4 et N°5 et deux (2) copies des contrats non datés et non approuvés ont été classés dans le dossier de marché ; les procès verbaux d'ouverture et d'attribution, le rapport d'évaluation de l'AOR n'ont pas été retrouvés et aucun justificatif de l'exécution et du règlement des deux marchés n'a non plus été classé dans le dossier qui nous a été remis.
  - les garanties de bonne exécution n'ont pas été constituées au regard des documents figurant dans le dossier de marché (article 115 du CMP).
- c) **l'évaluation de l'appel d'offres Nettoyage et Entretien de dépôt de OUAKAM et autres gares et le lavage des autobus, en deux (2) lots, attribués au GROUPEMENT LOC SET & GIE SODA SEN SERVICE, pour le Lot 1** pour un montant de **6 774 897 F CFA / Mois** et à **AUTOLAND, pour le Lot 2** pour un montant de **6 924 240 F CFA / Mois**, n'a pas été faite suivant le modèle type de rapport d'évaluation préconisé par l'ARMP et disponible sur le portail des marchés publics ; l'évaluation des offres a par ailleurs été effectuée sur la base de critères non annoncés et dont les modalités de mise en œuvre n'avaient a fortiori pas été définies dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. Les modalités d'application de la grille d'évaluation des offres (le vocable cotation des offres a été utilisé dans le rapport d'évaluation) n'obéissent à aucune des logiques d'évaluation généralement usitées. La proposition d'attribution a ainsi fait l'objet d'un recours d'un des candidats, après la publication de l'avis d'attribution provisoire. Par Décision N° 077/11/ARMP/CRD en date du 1<sup>er</sup> Juin 2011, le CRD, après avoir constaté que les offres ont été évaluées, selon une méthodologie non prévue dans le DAO et non portée à la connaissance des candidats a dit que la commission a violé les principes de transparence et d'égalité des candidats, a annulé l'attribution provisoire du lot N° 1 du marché et ordonné la reprise de l'évaluation, conformément aux stipulations du DAO ; mais l'examen du dossier nous a permis de constater que la décision du CRD n'a pas été

rigoureusement suivie et que la même méthode d'évaluation ayant entraîné la décision d'annulation de l'attribution, a été reconduite avec une modification du poids des critères retenus dans la grille d'évaluation et le lot N° 1 réattribué au GROUPEMENT LOC SET & GIE SODA SEN SERVICE pour un montant de 6 774 897 F CFA TTC/mois. Nous rappelons que l'Autorité Contractante est tenue d'appliquer les décisions du CRD de l'ARMP et qu'en cas de désaccord avec lesdites décisions, il lui est loisible de former un recours contentieux auprès de la Cour Suprême dont l'arrêt s'imposera aux deux parties ; l'examen de l'exécution financière nous permis de noter que le montant mensuel des prestations a été revu à la baisse, suite à des négociations interdites par l'article 69 du CMP ; en outre l'exécution financière, laisse entrevoir une reconduction tacite du marché, en violation de l'article 14 du CMP, sur la durée des marchés, qui ne peut être supérieure à un an et la nécessité de remise en concurrence périodique ;

- d) nous avons noté pour **l'appel d'offres relatif aux travaux de réhabilitation du dépôt de THIAROYE et à l'assainissement partiel dudit dépôt**, attribué à **GENITE**, pour un montant de **199 810 403 F CFA**, que le délai minimal de préparation des offres, fixé par l'article 63.2 du CMP, n'a pas été respecté. En effet, nous avons décompté 25 jours entre la date de publicité de l'avis d'appel d'offres et la date limite de dépôt des offres ; ce non respect des formalités de publicité prescrites peut entraîner la nullité de la procédure de passation ou du marché à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure. Par ailleurs, nous constatons encore que ni les offres des candidats, ni le PV d'ouverture des plis, ni le rapport d'évaluation, encore moins, les justificatifs d'exécution et de règlement n'ont été classés dans le dossier de marché.
- e) l'examen de **l'appel d'offres relatif à la confection de tickets et de titres de transports**, attribué à **l'IMPRIMERIE SENEGALAISE**, pour un montant de **150 000 000 F CFA**, nous a permis de noter, outre le non classement du procès verbal d'ouverture des plis, que la Commission des Marchés a accordé au candidat IKS qui n'avait pas fourni toutes les pièces administratives, un délai d'un (01) mois pour la production des documents et quinze (15) jours pour la certification de ses états financiers et a décidé de surseoir à l'attribution jusqu'à la production desdits documents, alors qu'elle ne peut pas accorder aux candidats, un délai dont elle-même ne dispose pas pour l'attribution du marché. En effet, l'article 70 du CMP enferme la commission dans un délai de quinze jours, à compter de l'ouverture des plis, pour attribuer le marché, sauf prorogation d'un délai de dix (10), après avis de la DCM ; en outre, aux termes de l'article 44 du CMP, les candidats disposent du même délai, pour fournir les pièces administratives, que celui imparti à l'AC, pour attribuer le marché. Il s'agit manifestement d'une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats.
- f) nous avons noté pour **l'appel d'offres relatif à la fourniture de véhicules de service en deux (2) lots**, attribués à **CCBM INDUSTRIES**, pour le lot 1 pour un montant de **185 900 000 F CFA TTC** et à **MATFORCE** pour le lot 2 pour un montant de **31 536 000 F CFA TTC**, outre les non conformités ci-avant soulevées, relatives aux déficiences dans le classement des pièces de marché, que le soumissionnaire CCBM INDUSTRIES qui est le moins disant pour le lot N° 2, a été éliminé pour non-conformité pour l'essentiel ; les offres des candidats n'ayant



pas été classées dans le dossier de marché, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la conformité de la décision de la Commission des Marchés avec les critères d'évaluation du DAO. Par ailleurs, les convocations des membres de la Commission des Marchés pour la séance d'attribution ont été envoyées un jour avant ladite séance, alors qu'aux termes de l'article 39 du CMP, un délai de cinq (5) jours francs doit s'écouler entre la date de convocation et celle de la réunion.

- g) l'examen des offres relatives à la **DRP portant acquisition de matériels et fournitures de magasins** nous a permis de noter des indices de collusion entre des candidats dont les factures pro forma portent les mêmes numéros de téléphone (à titre d'exemple : Thierno Birahim Sène et Tawfekh 77 742 17 94 ; Thierno Birahim Sène et le GIE SENEGOCÉ téléphone 33 835 00 63); aucune offre n'a été datée et l'examen des dossiers nous a permis de constater que Thierno Birahim Sène est le gérant du GIE SENEGOCÉ et que l'avis d'immatriculation du GIE SENEGOCÉ porte la même adresse que celle de Thierno Birahim Sène (Parcelles Assainies Unité 08 N° 563) ; en plus, ni l'attributaire, ni le montant auquel le marché a été attribué n'ont été mentionnés.

**h) OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE DES COMPTES  
FOURNISSEURS ET DU GRAND LIVRE**

Nous avons relevé, à partir de l'extrait de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et du grand livre, plusieurs commandes, pour lesquelles, aucun justificatif de la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle de sélection des prestataires ne nous a été fourni et la base du choix de ces prestataires, n'a pas été déclinée, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP; elles concernent l'Achat de câbles, tubes colle crazy, de cadenas, roulements mouyau, roulement volant moteur, pinceaux, attribué à ALIOU SAMOURA, pour un montant de 3 304 590 F CFA TTC, la Prestation de services PTB, attribuée à GIE AND LIGUEYE, pour un montant de 10 771 935 F CFA TTC, l'Achat de rouleaux de papier collant, papier kraft et de seaux de peinture à huile, l'Achat de pots de colle aramétal de 1kg et tubes colle silicone bleu, l'Achat de coches et fusibles, l'Achat de cartouches dessinateur, l'Achat de courroies alternateur et de foret, l'Achat de chaîne GM, cadenas et courroies alternateur, et l'Achat de feuilles plexi glace attribués à THIERNO BIRAHIM SENE, pour un montant global de 10 753 340 F CFA TTC, l'achat de Flexible Réparation GM 3/8, l'achat de Flexible Réparation GM 5/8, l'achat de Filtres à huile direction Tata et flexibles réparation GM et l'achat de Bagues arrêt d'huile moyen AR Tata, attribués à TAMOUFLEX, pour un montant global de 6 612 008 FCFA, l'Opération de manutention Bord/Terre et livraison garage DAKAR DEM DIKK, attribuée à SIMAR SA, pour un montant de 17 487 477 FCFA, le Déchargement de 115 bus DAKAR DEM DIKK, attribué à THOCOMAR, pour un montant de 18 000 000 F CFA TTC, l'achat de Cartouches déssicateurs, attribué à WILIX SARL, pour un montant de 6 490 000 F CFA TTC, la Location de voiture 4X4 pour trois (3) mois, attribuée à ECAPIS SUARL, pour un montant de 3 600 000 F

CFA, l'Offre conversion de base de données 2007 et l'Offre conversion de base de données 2011, attribuées à ZENITH INTERNATIONAL, pour un montant de 11 225 807 F CFA TTC, l'achat de Pièces de rechange, attribué à SUNLONG, pour un montant de 83 408,24 USD, soit 42 788 430 F CFA.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux :**

- a) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 142 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- c) les contrats relatifs aux lots 2 et 3, pour **l'appel d'offres Fourniture de pièces de rechange et des fournitures d'ateliers (marché à commande) en cinq (5) lots** et les contrats de **l'appel d'offres portant Nettoyage et Entretien de dépôt de OUAKAM et autres gares et le lavage des autobus, en deux (2) lots**, n'ont pas été mis à notre disposition, ce qui ne nous a pas permis de mettre en œuvre des procédures de vérification, propres à nous permettre, de nous assurer qu'ils ont été établis, conformément au DAO, qu'ils ont été signés par les personnes habilitées (article 84 CMP), approuvés par les autorités habilitées (article 29 CMP), enregistrés (article 424.12 CGI), transmis pour immatriculation à la DCMP (article 85.1 CMP) et que les garanties de bonne exécution ont été constituées (articles 114 et 115 CMP) ; cette limitation est également notée pour **l'appel d'offres portant sélection d'un prestataire pour le nettoyage et l'entretien de dépôt de Ouakam et autres gares et le lavage des autobus** ;
- d) le support de publication de l'avis **d'appel d'offres relatif à la confection de tickets ou titres de transports**, n'a pas été classé dans le dossier, ce qui ne nous a pas permis de vérifier, la conformité à l'article 63.2 sur le délai minimal de trente jours calendaires, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres national, et la conformité à l'article 66 sur les conditions de publication et les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;
- e) aucun document relatif à l'exécution (bons de commande, bordereaux de livraison, factures, Procès Verbaux de réception) et au règlement (ordres de paiement, copies chèques ou ordres de virement) des marchés, n'a été classé dans les dossiers qui nous ont été remis, afin de nous permettre d'apprécier la réalité de l'exécution des prestations et leurs paiements dans le respect des dispositions contractuelles ;
- f) l'examen des procès verbaux d'ouverture et d'attribution des marchés nous a permis de noter que les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante et la qualité de



membre titulaire ou de suppléant des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés n'y ont pas été précisées ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;

- g) nous avons également noté que la Coordinatrice de la CPM, est membre de certaines commissions techniques d'évaluation alors qu'elle est soumise aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction et de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;

A notre avis, au regard de l'importance des exceptions évoquées ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	11
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	12
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	13
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	25
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	27
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	29
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	35
2.1 Présentation de la société Dakar Dem Dikk	36
2.2 Contexte de l'intervention	37
2.3 Objectifs de la mission	38
2.3.1 Objectifs généraux	38
2.3.2 Objectifs spécifiques	39
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	40
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	42
3 Approche méthodologique mise en œuvre	43
3.1 Revue approfondie des textes de référence	44
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	45
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	46
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	47
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	48
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	49
4 Résultats des travaux	51
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	52
4.1.1 Commission des Marchés	52
4.1.2 Cellule de Passation des Marchés	53
4.1.3 Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	53
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	53
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	53
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	54
4.1.5 Rappel des seuils applicables à DDD	54
4.2 Examen des marchés	55
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	55
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	56
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	84

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DDD	Dakar Dem Dikk
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

**AOO N° FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE ET DES FOURNITURES D'ATELIERS (MARCHE A COMMANDE) EN CINQ (5) LOTS**  
**- Lot 1 : SICAS - entre 60 000 000 F CFA et 210 000 000 F CFA - Lot 2 : TATA AFRICA SENEGAL - entre 50 000 000 F CFA et 200 000 000 F CFA - Lot 3: ETS PAD - entre 50 000 000 F CFA et 150 000 000 F CFA - Lot 4 : ACTION FOR LIFE - entre 30 000 000 F CFA et 100 000 000 F CFA - Lot 5 : ETS MOUSSA SEYE - entre 30 000 000 F CFA et 100 000 000 F CFA**

La durée de validité de la garantie de soumission n'a pas été mentionnée dans l'avis d'appel d'offres, en violation de l'article 113.2 ;

Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;

Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions, de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;

Le nombre de candidats ayant retiré le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des dossiers ;

La commission des marchés n'a pas établi un tableau des pièces administratives, pour nous permettre de vérifier leur validité, au titre des articles 44 et 45 du CMP ;

Le tableau des offres, mentionne que les garanties de soumission fournies par les candidats, étaient valables un (1) mois, alors que la commission



devait mentionner les dates d'expiration desdites garanties, pour nous permettre d'en apprécier la validité ;

Le PV d'ouverture des plis mis à notre disposition, a été établi, plus de quinze (15) jours après la séance et n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés. S'y ajoute qu'aucun justificatif de la transmission de ce PV aux candidats n'a été classé dans le dossier en violation de l'article 67.4 du CMP ;

La feuille de présence signée par les représentants des candidats, attestant du déroulement en séance publique, de l'ouverture des plis, n'a pas été classée dans le dossier, en violation de l'article 67.2.3 du CMP ;

La responsable de la CPM est membre de la commission d'évaluation alors qu'elle est soumise aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction et de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;

Le rapport d'évaluation classé dans le dossier n'a pas été daté, ne respecte pas le modèle type spécifié par l'ARMP, ne donne aucun détail de l'évaluation et ressemble plus à un Procès Verbal d'attribution ;

La commission a décidé de déclarer les deux lots infructueux, sans avoir justifié d'avoir consulté, au préalable, la DCMP, en violation de l'article 64 du CMP ;

Le PV d'attribution n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis ;

Les lettres de notification de l'attribution provisoire des marchés n'ont pas été classées dans le dossier ;

Les marchés ont été attribués, plus de quinze (15) jours, à compter de l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;

L'attestation d'existence de crédits n'a pas été classée dans le dossier qui nous a été remis ;

Le justificatif de la fourniture de la garantie de bonne exécution, n'a pas été produit, en violation de l'article 114 du CMP ;

Les lettres de notification de l'attribution définitive et le support de publication de l'attribution définitive des marchés n'ont pas été classés dans le dossier ;

Les contrats des lots 1 et 2 et les documents d'exécution et de règlement de tous les marchés n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis ;

L'Avis de la DCMP sur l'appel d'offres restreint, à requérir, conformément à l'article 73 du CMP, n'a pas été classé dans le dossier ;

Les PV d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution de l'appel d'offres restreint n'ont pas été classés dans le dossier ;

Les contrats du lot 4 « fournitures d'ateliers » et du lot 5 « fournitures de consommables d'ateliers » n'ont pas été datés et n'ont pas été approuvés, en violation de l'article 84.1 du CMP ;

La liasse relative à l'exécution physique et financière des marchés des lots 4 et 5 n'a pas été classée dans le dossier qui nous a été remis.

**AOO NETTOYAGE ET ENTRETIEN DE DEPOT DE OUAHAM ET AUTRES GARES ET LAVAGE DES AUTOBUS : Lot 1 : GROUPEMENT  
LOC SET & GIE SODA SEN SERVICE - 6 774 897 F CFA / Mois - Lot 2 : AUTOLAND - 6 924 240 F CFA / Mois**

La durée de validité de la garantie de soumission n'a été mentionnée ni dans le DAO, ni dans l'avis d'appel d'offres, en violation de l'article 113.2 du CMP ;

Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer, notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;

Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions, de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès - verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;

Le rôle de la responsable de la CPM dans la commission des marchés, n'a pas été précisé, alors qu'elle ne peut qu'en être le rapporteur ou en assurer le secrétariat ;

Le nombre de candidats ayant retiré le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des dossiers ;  
La commission des marchés n'a pas établi un tableau des pièces administratives, pour nous permettre de vérifier leur validité, au titre des articles 44 et 45 du CMP ;

Le tableau des offres, mentionne que les garanties de soumission fournies par les candidats, étaient valables un (1) mois, alors que la commission devait mentionner les dates d'expiration desdites garanties, pour nous permettre d'en apprécier la validité ;

Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'ouverture des plis aux candidats n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

La responsable de la CPM est membre de la commission d'évaluation alors qu'elle est soumise aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction et de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation, puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;

Le Procès Verbal d'évaluation est sommaire, ne respecte pas le modèle type spécifié par l'ARMP, n'est pas conforme au DAO et fait office de PV d'attribution ;

Les lettres de notification de l'attribution provisoire des marchés n'ont pas été classées dans le dossier ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;

La commission a conduit la réévaluation du lot 1, suivant le même procédé, décrit par le CRD de l'ARMP, sur la méthodologie de l'évaluation, conformément aux dispositions du DAO ;

Les lettres de notification et le support de publication de l'attribution définitive des marchés n'ont pas été classés dans le dossier ;

Les contrats des marchés n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.

L'examen de l'exécution financière du lot 1 nous permis de noter que le montant mensuel des prestations a été revu à la baisse, suite à des négociations interdites par l'article 69 du CMP ;

L'exécution financière du lot 1, laisse entrevoir une reconduction tacite du marché, en violation de l'article 14 du CMP, sur la durée des

marchés, qui ne peut être supérieure à un an et la nécessité de remise en concurrence périodique ;

**AOO TRAVAUX DE REHABILITATION DU DEPÔT DE THIAROYE, ASSAINISSEMENT PARTIEL DU DEPÔT : GENITE - 199 810 403 F CFA TTC**

Le délai de préparation des offres, à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, est de 25 jours, en violation de l'article 63.2 du CMP qui fixe le délai minimal pour les procédures d'appels d'offres ouverts nationaux, avec ou sans qualification, à 30 jours calendaires;

Ni le procès-verbal d'ouverture des plis, ni le rapport d'évaluation, ni les offres des candidats n'ont été classés dans le dossier qui nous a été remis ;

Les reçus d'achat du DAO non plus, ne sont pas versés dans le dossier, pour nous permettre d'apprécier l'étendue de la publicité. Ces reçus d'acquisition du DAO permettent également de valoriser le produit de la vente des dossiers ;

Les fonctions et la qualité de membre titulaire ou de suppléant de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des personnes ayant siégé à la séance d'évaluation et d'attribution du marché ne sont pas précisées dans l'état récapitulatif de l'évaluation des offres et la proposition d'attribution du marché. Il est important d'indiquer ces informations pour permettre aux vérificateurs éventuels de disposer d'éléments d'appréciation des éventuelles incompatibilités ;

Les supports publicitaires des attributions provisoire et définitive ne sont pas versés dans le dossier ;

Le contrat n'est pas mis à notre disposition.

**AOO CONFECTION DE TICKETS/TITRES DE TRANSPORT : IMPRIMERIE SENEGALAISE – 150 000 000 F CFA TTC**

Le support de publication de l'avis d'appel d'offres n'a pas été classé dans le dossier ;

Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer, notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;

Ni le procès-verbal d'ouverture des plis, ni les offres des candidats, n'ont été classés dans le dossier qui nous a été remis ;

La responsable de la CPM est membre de la commission d'évaluation et a signé le PV y relatif, alors qu'elle est soumise aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante, ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;

La lettre de notification de rejet, du candidat non retenu n'est pas classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;

Les quittances d'achat du DAO ne sont pas classées dans le dossier, pour nous permettre d'apprécier l'étendue de la publicité et pour valoriser le produit de la vente.

**AO FOURNITURE DE VEHICULES DE SERVICE EN 2 LOTS : Lot 1 : CCBM INDUSTRIES - 185 900 000 F CFA TTC - Lot 2 : MATFORCE - 31 536 000 F CFA TTC**

Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, à l'ouverture des plis, pour se conformer aux instructions de l'ARMP



en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer, notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;

Les fonctions et la qualité de membre titulaire ou de suppléant de la Commission des Marchés des personnes ayant siégé à la séance d'ouverture des plis ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis. Il est important d'indiquer dans un Procès Verbal d'Ouverture ces informations pour permettre aux vérificateurs éventuels de disposer d'éléments d'appréciation des éventuelles incompatibilités ;

Les lettres de notifications de rejet des candidats non retenus, n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis ;

Les quittances d'achat du DAO ne sont pas classées dans le dossier, pour nous permettre d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des dossiers ;

Les convocations pour la séance d'attribution ont été envoyées un jour avant la séance, alors que l'article 39 du CMP, fixe un délai de cinq (5) jours francs entre la date de convocation et celle de la réunion ;

Le soumissionnaire CCBM INDUSTRIES, qui est le moins disant pour le lot 2, a été éliminé pour non-conformité pour l'essentiel, mais nous ne disposons pas des offres, pour pouvoir vérifier leur exhaustivité et la conformité de l'évaluation ;

#### **DRP ACQUISITION D'UN GROUPE ELECTROGENE**

En dehors des lettres d'invitation, aucun document n'a été classé dans le dossier qui nous a été remis, pour nous permettre de vérifier la conformité des procédures déroulées ;

Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur l'identité des autres candidats auxquels les lettres ont été envoyées, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

L'attributaire et le montant du marché n'ont pas été mentionnés dans le dossier.

#### **DRP FOURNITURE DE BUREAU : IMPRIMERIE KHELCOM SERVICES**

La commission des marchés a prononcé le rejet de deux offres dans le procès-verbal d'ouverture des plis, pour non-conformité, alors que cette décision doit être prise à l'évaluation ;

Des produits d'entretien comme du désodorisant, de l'eau de javel, des insecticides ou du détergent... figurent sur la liste des fournitures de bureau ;

Le quitus fiscal de l'Imprimerie Khelcom Services date du 16 novembre 2011 et n'est donc pas valable en violation de l'article 45.a) du CMP; l'autorité contractante aurait dû demander à ce soumissionnaire également attributaire du marché de fournir un quitus fiscal valide en lui fixant un délai notamment jusqu'à l'attribution pour sa transmission ;

Les lettres de rejet des soumissionnaires non retenus ne renseignent ni sur le nom de l'attributaire ni sur le montant auquel le marché a été attribué ; d'ailleurs, aucun autre document ne fait fi du montant auquel ce marché a été attribué ;

Ni contrat, ni bon de commande n'ont été classés dans le dossier qui nous a été remis.

#### **DRP MATERIELS ET FOURNITURES DE MAGASINS**

Les lettres d'invitation des candidats n'ont pas été mises à notre disposition ;

Aucune offre des soumissionnaires n'est datée ;

Les offres présentent des similitudes et semblent provenir de la même source, avec des candidats qui ont le même numéro de téléphone (d'une

part, Thierno Birahim Sène et Tawfekh : 77 742 17 94 et d'autre part, Thierno Birahim Sène et le GIE SENEGOCÉ : téléphone 33 835 00 63), ce qui laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs ou un simulacre de marché ;

De plus, l'examen des dossiers nous a permis de constater que Thierno Birahim Sène est le gérant du GIE SENEGOCÉ ; l'avis d'immatriculation du GIE SENEGOCÉ porte la même adresse et que celle de Thierno Birahim Sène : Parcelles Assainies Unité 08 N° 563 ;

Aucun document du dossier ne nous renseigne sur le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Se conformer à l'article 63.2 du CMP, sur le délai de préparation des offres ;

Veiller à préciser les fonctions et la qualité des membres de la commission des marchés, dans le PV d'ouverture des plis ;

Veiller à ne pas nommer les membres de la cellule de passation, dans les commissions techniques d'évaluation ;

Veiller au respect de l'article 39 du CMP, sur les convocations des membres de la commission des marchés ;

Se conformer à l'article 44.3 du CMP sur le délai de fourniture des pièces administratives ;

Se conformer à l'article 67.2.3 du CMP, sur l'ouverture des plis en séance publique ;

Se conformer à l'article 67.4 du CMP, sur l'établissement du PV d'ouverture des plis, séance tenante et sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;

Se conformer aux dispositions de l'article 140.a du CMP, sur la demande d'ANO de la DCMP, sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution, pour les marchés ayant atteint le seuil de revue ;

Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution des marchés ;

Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus ;

Se conformer à l'article 84.1 du CMP sur l'approbation des marchés ;

Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;

Se conformer à l'article 114 du CMP, sur la constitution de la garantie de bonne exécution ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 142 du CMP sur le contrôle interne ;

Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Bannir les pratiques collusives, pour ne pas biaiser la concurrence et veiller à la transparence des procédures de DRP ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Aucun document (ordres de paiement, facture, ordres de virement ou copies de chèques) relatif à l'exécution financière des marchés passés par la Société DAKAR DEM DIKK, n'ont été mis à notre disposition, pour nous permettre de vérifier la réalité de la dépense.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Classer les documents de règlement des marchés dans les dossiers confiés aux auditeurs.



### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON ENCORE EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON ENCORE EFFECTUEE

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS
--

Description	AOO Fourniture de pièces de rechange et des fournitures d'ateliers (marché à commande) en cinq (5) lots	AOO Nettoyage et Entretien de dépôt de OUAKAM et autres gares et le lavage des autobus		AOO Travaux de réhabilitation du dépôt de THIAROYE, assainissement partiel du dépôt
Attributaires	Lot 1 : SICAS Lot 2 : TATA AFRICA SENEGAL Lot 3: ETS PAD Lot 4 : ACTION FOR LIFE Lot 5 : ETS MOUSSA SEYE	Lot 1 : GROUPEMENT LOC SET & GIE SODA SEN SERVICE	Lot 2 : AUTOLAND	GENITE
Montants en F CFA TTC	Lot 1: entre 60 000 000 F CFA et 210 000 000 F CFA Lot 2 : entre 50 000 000 F CFA et 200 000 000 F CFA Lot 3 : entre 50 000 000 F CFA et 150 000 000 F CFA Lot 4 : entre 30 000 000 F CFA et 100 000 000 F CFA Lot 5: entre 30 000 000 F CFA et 100 000 000 F CFA	Lot 1: 6 774 897 F CFA / Mois	Lot 2 : 6 924 240 F CFA / Mois	199 810 403
Arrêté 12786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux commissions des marchés	✓	✓		✓
Violation de l'article 24 du COA sur les principes	✓	✓		✓

fondamentaux applicables aux achats			
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation de la commission des marchés	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur le fait que les soumissionnaires ont jusqu'à l'attribution pour fournir ou compléter les pièces administratives manquantes	✓	✓	
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation		✓	
Violation de l'article 63.2 du CMP sur le délai minimal de préparation des offres		✓	✓
Violation de l'article 67-4 du CMP sur l'établissement du procès-verbal d'ouverture des plis, séance tenante	✓		
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	✓	✓
Violation de l'article 83.3 du CMP sur l'information	✓	✓	✓

des candidats non retenus			
Violation de l'article 64 du CMP sur la consultation de la DCMP pour déclarer un appel d'offres infructueux	✓		
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai d'attribution du marché	✓		
Violation de l'article 73 du CMP sur l'ANO de la DCMP, pour l'appel d'offres restreint	✓		
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification définitive	✓		
Violation de l'article 84.1 du CMP sur l'approbation des marchés	✓		
Violation des articles 114 et 115 du CMP sur la garantie de bonne exécution	✓		
Violation de l'article 140.a) du CMP sur l'avis a priori de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution	✓		
Violation de l'article 142 du CMP sur le rôle des organes de contrôle interne	✓	✓	✓



Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
---	---	---	---

Description	AOO Confection de tickets ou titres de transport	AOO Fourniture de véhicules de services	
		Lot 1: CCBM INDUSTRIES	Lot 2 : MATFORCE
<b>Attributaires</b>	<b>IMPRIMERIE SENEGALESE</b>		
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>150 000 000</b>	<b>Lot 1: 185 900 000</b>	<b>Lot 2 : 31 536 000</b>
Violation de l'article 24 du COA sur les principes fondamentaux applicables aux achats	✓		✓
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation de la commission des marchés	✓		✓
Violation de l'article 44 du CMP sur le fait que les soumissionnaires ont jusqu'à l'attribution pour fournir ou compléter les pièces administratives manquantes			✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation			✓
Violation de l'article 63.2 du CMP sur le délai minimal de préparation des offres			✓
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓		✓
Violation de l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓		✓
Violation de l'article 142 du CMP sur le rôle des organes de contrôle interne	✓		✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		✓

<b>Description</b>	<b>DRP Acquisition d'un groupe électrogène</b>	<b>DRP Fourniture de bureau</b>	<b>DRP Matériels et fournitures de magasins</b>
<b>Attributaires</b>	-	IMPRIMERIE KHELCOM SERVICES	-
<b>Montants en F CFA TTC</b>	-	-	-
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : défaut de mention de la liste restreinte des candidats présélectionnés sur les lettres d'invitation	✓		✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓	✓	✓
Violation de l'art 84 du CMP : Contrat non établi	✓	✓	✓
Existence de signe de collusion			✓

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 PRESENTATION DE LA SOCIETE DAKAR DEM DIKK**

La société, Dakar Dem Dikk est une société privée dont le capital est estimé à 1.500.000.000f CFA. Son objectif principal est d'offrir aux populations un service de transport économique et sécuritaire répondant aux normes de la modernité.

Dakar Dem Dikk est mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2001 à la suite de la faillite de la SOTRAC. La dissolution de la Société des Transports en Commun du Cap Vert dénommée SOTRAC a été prononcée par son Assemblée générale extraordinaire tenue le 30 novembre 1998.

Pour préparer la création et la mise en place d'une nouvelle société et éviter pendant la période transitoire de priver Dakar d'un système de transport structuré, l'Etat avait demandé la poursuite des activités de l'ex SOTRAC sous la forme d'un « service minimum » qui devrait durer un mois à compter du 1er janvier 1999 mais qui en définitive a duré dix neuf mois.

C'est ainsi que le 30 décembre 2000, l'Etat du Sénégal a créé en lieu et place de l'ex SOTRAC une société de transport dénommée « Dakar Dem Dikk en abrégé 3D » au capital social de un milliard cinq cent millions (1.500.000.000) de francs CFA divisé en quinze mille (15.000) actions de numéraire de cent mille (100.000) francs CFA chacune numérotée de 1 à 15.000 de même catégorie et réparties comme suit :

- ▶ Etat du Sénégal : 11.500 actions souscrites pour une valeur nominale de un milliard cent cinquante millions (1.150.000.000) de francs CFA représentant 76,66 % du capital social ;
- ▶ GIE « And Ligguey Diarignou » : 2.000 actions souscrites pour une valeur nominale de deux cent millions (200.000.000) de francs CFA représentant 13,33 % du capital social ;
- ▶ GIE « Solidarité » : 500 actions souscrites pour une valeur nominale de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA représentant 3,33 % du capital social ;
- ▶ SARL « SENEARTOURS » : 500 actions souscrites pour une valeur nominale de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA représentant 3,33 % du capital social ;
- ▶ CNART-ASSURANCES : 500 actions souscrites pour une valeur nominale de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA représentant 3,33 % du capital social.

Au regard de cette configuration, l'Etat du Sénégal occupe une position d'actionnaire majoritaire qui requiert une autorisation préalable par la loi.

Mais l'article 37 de la loi n° 90-07 du 6 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique dispose que « le comité consultatif du secteur parapublic est saisi pour avis de toute prise de participation directe ou

indirecte de l'Etat dans le capital d'une société et que si cette prise de participation a pour effet de lui donner la majorité, elle est autorisée par la loi »...

C'est ainsi que l'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 11 février 2008 et le Sénat a adopté, en sa séance du mercredi 16 juillet 2008 ont adopté la loi n° 2008-24 du 25 juillet 2008 autorisant l'Etat à une prise de participation majoritaire au capital de la Société anonyme DAKAR DEM DIKK avec la même configuration du capital social.

Conformément à l'objectif visé, est autorisée toute opération d'acquisition, par l'Etat du Sénégal, d'actions supplémentaires de la société en cas de besoin.

L'organisation, la gestion et le contrôle de DAKAR DEM DIKK sont régis par l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par ses statuts.

La société Dakar Dem Dikk est concessionnaire de l'exploitation du réseau de transport public de personnes par le biais d'autobus dans la région de Dakar.

La société Dakar Dem Dikk dispose d'un parc automobile de 410 bus de marque TATA ou VOLVO. Compte tenu de la demande et de la configuration exceptionnelle de Dakar (presqu'île), ces derniers sont répartis sur un réseau composé de trois types de lignes: les lignes pénétrantes, les lignes circulaires et les lignes de correspondances. Le nombre total de ligne est de 17 sur lesquelles il y a 887 arrêts.

Après le volet transport urbain qui verra l'offre considérablement améliorée, Dakar Dem Dikk compte développer à moyen et long terme, en Afrique et plus particulièrement au Sénégal les activités suivantes : l'acquisition, la location et la vente de tous moyens de transport. Nous souhaitons mettre en place des bus climatisés pour le transport inter urbain pour faciliter le déplacement à l'intérieur du pays.

En plus des services de transport public de voyageur, la société évolue dans d'autres secteurs d'activité à s avoir : location de bus, centre de formation, Affichage publicitaire, entretien et rénovation d'automobiles.

L'administration de la Société est assurée par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

## **2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par

rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

## **2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.3.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;

- la lutte contre la corruption.

### **2.3.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des

recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;

- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuyons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours est organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.3.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;



- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;

- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

#### **2.3.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produisons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l’entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l’ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l’autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d’exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l’UEMOA ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l’organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l’Administration ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l’ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l’ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d’éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d’analyse et des procès verbaux d’attribution provisoire de marché pris en application de l’article 140. b) du CMP, d’examen juridique et technique des projets de marchés en application de l’article 140.c) du CMP

- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP ;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP ;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP ;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP ;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Société Nationale Port Autonome de Dakar pour apprécier la capacité de la Société Nationale à mettre en œuvre de manière efficace les

procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier

échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### **3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES**

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),

- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est-il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,



- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

L'audit de matérialité est examiné à ce niveau. Il porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences seront mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,

- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) de DDD, compétente pour les opérations de passation des marchés, doit être instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Notre analyse des procès verbaux d'ouverture des plis de plusieurs procédures d'appels d'offres ouverts a permis de noter que le nombre de candidats ayant retiré les DAO de même que leurs dénominations sociales ne sont pas reportés dans le PVO, les convocations adressées aux membres de la commissions des marchés (article 39 du CMP) pour les inviter à assister aux séances de ladite CM ne sont pas établies dans le respect des délais règlementaires et classées dans les dossiers de marchés, les justificatifs de la transmission des PVO aux soumissionnaires (article 67 du CMP) ne figurent pas non plus dans les dossiers de marchés. La conduite de l'évaluation des offres est faite sur un modèle de rapport non conforme au modèle type préconisé par l'ARMP, les procès verbaux d'attribution, les lettres de notification de l'attribution provisoire et les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, les lettres d'attribution définitive et leurs supports de publication (article 85-2-4 du CMP) ne sont pas systématiquement établis et/ou classés dans les dossiers de marchés... Cette liste, non exhaustive de non conformités montre que le formalisme requis pour une passation, une exécution et un suivi correct des marchés n'est pas respecté par la Société Dakar Dem Dikk.

Nous avons noté que la formalisation du contrôle des pièces administratives requises dans les dossiers d'appel à la concurrence et le suivi de leur régularisation pendant la période impartie à la Commission des Marchés pour attribuer les marchés ne sont pas correctement effectués. Sous ce rapport, il convient de souligner que les procès verbaux d'ouverture des offres doivent expressément indiquer les dates de validité de chacune des pièces administratives déposées par les candidats. Par ailleurs, la Commission des Marchés doit effectuer le contrôle de la validité des pièces administratives fournies par les candidats aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article 45 du CMP qui dispose que : « sont considérées comme étant en règle, les personnes qui au 31 décembre de l'année précédent l'avis d'appel à la concurrence, se sont acquittées de leurs impôts, taxes, majorations, pénalités, cotisations et redevances de régulation des marchés publics mis à leurs charges .... ».

Nous avons noté que la Commission des Marchés de Dakar Dem Dikk a déclaré infructueux deux (2) lots d'un marché sans avoir requis au préalable l'avis de la DCMP en violation de l'article 64 du CMP.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés doit être instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

La mission a rencontré beaucoup de difficultés pour mener à bien ses travaux en raison de déficiences dans le classement et l'archivage des documents de passation des marchés ; les raisons invoquées qui seraient liées au changement du Responsable de la Cellule de Passation des Marchés ne sauraient justifier la non communication des dossiers de marchés et autres informations comptables. Ainsi, les contrôles alternatifs prévus pour nous assurer de l'exhaustivité et de la fiabilité de l'état d'exécution du Plan de Passation des Marchés qui nous a été transmis n'ont pas pu être menés du fait de la non transmission des extraits des comptes du grand livre qui ont été requis. Nos appréhensions sur la non exhaustivité de l'état d'exécution du PPM sont corroborées par le constat fait lors de l'exploitation des dossiers de marchés, du reste incomplets, mis à notre disposition qui a permis d'identifier des marchés conclus en 2012 et non inclus dans ledit état d'exécution du PPM.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** doivent être signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations doivent être transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM.

Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de DDD, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Notons qu'au regard de l'article 6 du CMP, aucun avis spécifique de passation de marché ne peut être publié avant l'expiration d'un délai minimum de 7 jours à compter de la publication du PPM ou de sa révision à l'exception des cas prévus par l'article 76-2 du CMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations

intellectuelles que leur inscription dans le PPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres tel que spécifié dans l'article 53 du CMP.

Le Plan de Passation des Marchés a été établi conformément au modèle préconisé par l'ARMP ; il a fait l'objet de deux révisions. Les supports de transmission du PPM initial et des révisions n'ont pas été mis à notre disposition.

#### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

Aux termes de l'article 6 du CMP, DDD doit publier avant la fin du mois de janvier 2012 un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de seuil de revue a priori de la DCMP.

Le support de publicité de l'Avis Général de Passation des Marchés n'a pas été mis à notre disposition.

#### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A DDD**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de DDD sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA DDD EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	50	600	400	800	>=60	>=35
Fournitures et services	30	400	200	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	>=35

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

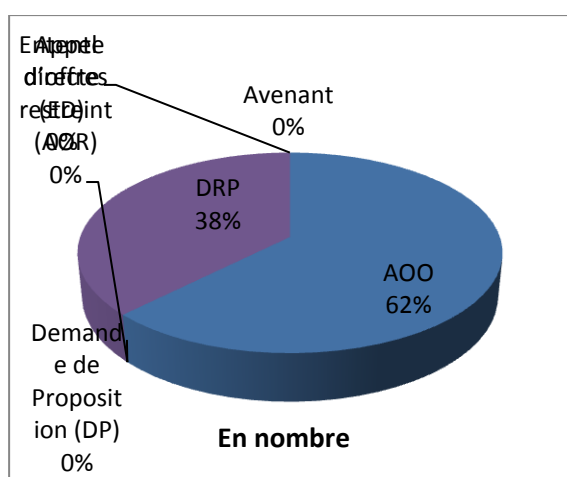
### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	5	991 177 868	5	991 177 868	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)					-	-
Demande de Proposition (DP)					-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	3		3		100%	-
Entente directe (ED)					-	-
Avenant					-	-
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>991 177 868</b>	<b>8</b>	<b>991 177 868</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Les dossiers qui nous ont été transmis ne nous ont pas permis de prélever les montants auxquels les marchés passés par DRP ont été attribués. Aucun document ne renseigne sur ces montants.



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES ET REVUS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### 4.2.2 MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES

<b>AO Fourniture de pièces de rechange et des fournitures d'ateliers (marché à commande) en cinq (5) lots</b>	
<b>Date de transmission du DAO</b>	21 Février 2011 14 Mars 2011
<b>Date de publication de l'AO</b>	25 Mars 2011 « L'Observateur »
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	27 Avril 2011 à 17 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	27 Avril 2011 à 17 heures
<b>Date de l'évaluation technique</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	12 Mai 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	21 Mars 2011
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	-
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	-
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	28 et 29 Mai 2011 « Le Soleil »
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	-
<b>Date de souscription</b>	- Lot 1 : - - Lot 2 : - - Lot 3 : 31 Juillet 2011 - Lot 4 : - - Lot 5 : -
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Date d'immatriculation</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	- Lot 3 : 01 Août 2012 - Lot 4 : 02 Mars 2012 - Lot 5 : 07 Février 2012
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	11, 12 et 13 Juin 2011 « Le Soleil »



<b>Délai d'exécution</b>		1 an
<b>Garantie de soumission</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot 1 : 6 300 000 F CFA</li> <li>- Lot 2 : 6 000 000 F CFA</li> <li>- Lot 3 : 4 500 000 F CFA</li> <li>- Lot 4 : 3 000 000 F CFA</li> <li>- Lot 5 : 3 000 000 F CFA</li> </ul>
<b>Attributaires</b>	<b>Lot 1 : SICAS</b>	<b>entre 60 000 000 F CFA et 210 000 000 F CFA TTC</b>
	<b>Lot 2 : TATA AFRICA SENEGAL</b>	<b>entre 50 000 000 F CFA et 200 000 000 F CFA TTC</b>
	<b>Lot 3 : ETS PAD</b>	<b>entre 50 000 000 F CFA et 150 000 000 F CFA TTC</b>
	<b>Lot 4 : ACTION FOR LIFE</b>	<b>entre 30 000 000 F CFA et 100 000 000 F CFA TTC</b>
	<b>Lot 5 : ETS MOUSSA SEYE</b>	<b>entre 30 000 000 F CFA et 100 000 000 F CFA TTC</b>
<b>Notification et publicité de l'attribution provisoire</b>		<p>Les lettres de notification de l'attribution des marchés n'ont pas été classées dans le dossier.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Les attestations de mainlevées des garanties de soumission des candidats non retenus, ont été</p>

	<p>délivrées le 27 Mai 2011.</p> <p>Les attributions provisoires ont été publiées le 28 Mai 2011.</p>
<p><b>Publicité de l'attribution définitive</b></p> <p><b>Notification de l'attribution définitive</b></p>	<p>L'attribution définitive des marchés a été publiée les 11, 12 et 13 Juin 2011.</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution définitive des marchés n'ont pas été classées dans le dossier.</p>
<b>Non conformités</b>	<p>La durée de validité de la garantie de soumission n'a pas été mentionnée dans l'avis d'appel d'offres, en violation de l'article 113.2 ;</p> <p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;</p> <p>Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions, de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;</p> <p>Le nombre de candidats ayant retiré le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des dossiers ;</p> <p>La commission des marchés n'a pas établi un tableau récapitulatif de suivi des pièces administratives, pour nous permettre de vérifier leur validité, au titre des articles 43 et 44 du CMP ;</p>

	<p>Le tableau des offres, mentionne que les garanties de soumission fournies par les candidats, étaient valables un (1) mois, alors que la commission devait mentionner les dates d'expiration desdites garanties, pour nous permettre d'en apprécier la validité ;</p> <p>Le PV d'ouverture des plis a été établi, plus de quinze (15) jours, après la séance et n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés, s'y ajoute qu'aucun justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats n'a été classé dans le dossier en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>La feuille de présence signée par les représentants des candidats, attestant du déroulement en séance publique, de l'ouverture des plis, n'a pas été classée dans le dossier, en violation de l'article 67.2.3 du CMP ;</p> <p>La responsable de la CPM est membre de la commission d'évaluation alors qu'elle est soumise aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction et de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>Le rapport d'évaluation classé dans le dossier n'a pas été daté, ne respecte pas le modèle type spécifié par l'ARMP, ne donne aucun détail de l'évaluation et ressemble plus à un Procès Verbal d'attribution ;</p> <p>La commission a décidé de déclarer les deux lots infructueux, sans avoir justifié d'avoir consulté, au préalable, la DCMP, en violation de l'article 64 du CMP ;</p> <p>Le Procès Verbal d'attribution n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire des marchés n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>Les marchés ont été attribués, plus de quinze (15) jours, à compter de l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du</p>
--	--

	<p>CMP ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Le justificatif de la constitution de la garantie de bonne exécution, n'a pas été produit, en violation de l'article 114 du CMP ;</p> <p>Les lettres de notification et le support de publication de l'attribution définitive des marchés n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Les contrats des lots 1 et 2 et les documents d'exécution et de règlement de tous les marchés n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>L'ANO de la DCMP sur l'appel d'offres restreint, à requérir, conformément à l'article 73 du CMP, n'a pas été classé dans le dossier ;</p> <p>Les Procès Verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution de l'appel d'offres restreint n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Les contrats du lot 4 « fournitures d'ateliers » et du lot 5 « fournitures de consommables d'ateliers » n'ont pas été datés et n'ont pas été approuvés, en violation de l'article 84.1 du CMP ;</p> <p>La liasse relative à l'exécution physique et financière des marchés du lot 4 n'a pas été classée dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Pour les paiements effectués sur le lot 5, le justificatif du reversement de la TVA n'a pas été classé dans le dossier ;</p> <p>Pour le lot 2, la facture de TATA date de 2010 et est antérieure au lancement du marché et doit être relative à une autre opération.</p>
--	--

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés, dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller à ne pas nommer les membres de la cellule de passation, dans les commissions techniques d'évaluation ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 39 du CMP, sur les convocations des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 44.3 du CMP sur le délai de fourniture des pièces administratives ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.2.3 du CMP, sur l'ouverture des plis en séance publique ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP, sur l'établissement du PV d'ouverture des plis, séance tenante et sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 140.a du CMP, sur la demande d'ANO de la DCMP, sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution, pour les marchés ayant atteint le seuil de revue ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Se conformer à l'article 114 du CMP, sur la fourniture de la garantie de bonne exécution ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AO Nettoyage et Entretien de dépôt de OUAKAM et autres gares et le lavage des autobus</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	21 Février 2011 14 Mars 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	18 Mars 2011
<b>Date de publication de l'AO</b>	26 et 27 Mars 2011 « Le Soleil »
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	26 Avril 2011 à 17 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	30 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	26 Avril 2011 à 17 heures
<b>Date de l'évaluation technique</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	Lot 1 : - Lot 2 : 11 Mai 2011
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	-
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès- verbal d'attribution</b>	-
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	12 Mai 2011 dans « L'Observateur »  Réattribution lot 1 : 14 Juillet 2011 dans « Le Soleil »
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	-
<b>Date de souscription</b>	-
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Date d'immatriculation</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	-

<b>Garantie de soumission</b>		Lot 1 : 2 100 000 F CFA Lot 2 : 2 160 000 F CFA
<b>Attributaires</b>	<b>Lot 1 : GROUPEMENT LOC SET &amp; GIE SODA SEN SERVICE</b>	<b>6 774 897 F CFA TTC / Mois</b>
	<b>Lot 2 : AUTOLAND</b>	<b>6 924 240 F CFA TTC/ Mois</b>
<b>Règlement</b>	<p><b>Lot 2 : AUTOLAND</b></p> <p>Bordereau 359/8,</p> <p>Facture AS/CS/2011/10/21, d'un montant de 6 924 240 F CFA TTC, TVA : 1 056 240 F CFA,</p> <p>Période : du 01 au 31 Octobre 2011,</p> <p>Payé par chèque CBAO N° 9842394 du 12/02/13, d'un montant de 5 868 000 F CFA ;</p> <p>Bordereau 359/8,</p> <p>Facture AS/CS/2012/12/130, d'un montant de 6 924 240 F CFA TTC,</p> <p>TVA : 1 056 240 F CFA,</p> <p>Période : du 01 au 31 Décembre 2011,</p> <p>Payé par chèque BIS N° 0489820 du 14/01/13, d'un montant de 5 868 000 F CFA ;</p> <p><b>TOTAL PAIEMENT : 11 736 000 F CFA.</b></p> <p><b>Lot 1 : GROUPEMENT LOC SET &amp; GIE SODA SEN SERVICE</b></p> <p>Transmission bordereaux de réception du 30 Janvier 2012,</p> <p>12 Factures, pour prestations effectuées du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2012, d'un montant 4 130 000 F CFA TTC, chacune,</p> <p>Montant TVA : 630 000 F CFA, par facture, soit 756 000 F FA</p> <p>Payée par traite N° 8014/080 du 03/03/14, d'un montant de 74 648 831 F CFA.</p>	

	<p><b>4 130 000 F x 12 = 49 560 000 F CFA</b></p> <p><b>6 774 897 F x 4 = 27 099 588 F CFA</b></p> <p><b>49 560 000 F CFA + 27 099 588 F CFA = 76 659 588 F CFA;</b></p> <p><b>76 659 588 F CFA - 74 648 831 F CFA = 2 010 757 F CFA???</b></p>
<b>Non conformités</b>	<p>La durée de validité de la garantie de soumission n'a été mentionnée ni dans le DAO, ni dans l'avis d'appel d'offres, en violation de l'article 113.2 du CMP ;</p> <p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer, notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;</p> <p>Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions, de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;</p> <p>Le nombre de candidats ayant retiré le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des dossiers ;</p> <p>La commission des marchés n'a pas établi un tableau des pièces administratives, pour nous permettre de vérifier leur validité, au titre des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>Le tableau des offres, mentionne que les garanties de soumission fournies par les candidats, étaient valables un (1) mois, alors que la commission devait mentionner les dates d'expiration desdites garanties, pour nous permettre d'en apprécier la validité ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article</p>



	<p>67.4 du CMP ;</p> <p>La responsable de la CPM est membre de la commission d'évaluation alors qu'elle est soumise aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction et de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation, puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>Le PV d'évaluation est sommaire, ne respecte pas le modèle type spécifié par l'ARMP et n'est pas conforme au DAO et fait office de PV d'attribution ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire des marchés n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>La commission a conduit la réévaluation du lot 1, suivant le même procédé, décrit par le CRD de l'ARMP, sur la méthodologie de l'évaluation, conformément aux dispositions du DAO ;</p> <p>Les lettres de notification et le support de publication de l'attribution définitive des marchés n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Les contrats n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p> <p>L'examen de l'exécution financière du lot 1 nous permis de noter que le montant mensuel des prestations a été revu à la baisse, suite à des négociations, en violation de l'article 69 du CMP ;</p> <p>L'exécution financière du lot 1, laisse entrevoir une reconduction tacite du marché, en violation de l'article 14 du CMP, sur la durée des marchés, qui ne peut être supérieure à un an et la nécessité de remise en concurrence périodique ;</p>
--	--

	Les justificatifs du reversement de la TVA, pour les lots 1 et 2, n'ont pas été classés dans le dossier ;
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés, dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller à ne pas nommer les membres de la cellule de passation, dans les commissions techniques d'évaluation ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 39 du CMP, sur les convocations des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AOO N° 002/2012/DDD TRAVAUX DE REHABILITATION DU DEPÔT DE THIAROYE ASSAINISSEMENT PARTIEL DU DEPÔT</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	31 janvier 2012 « Le Soleil »
<b>Date de publication de l'AO</b>	19 avril 2012
<b>Date de convocation des membres de la commission des marchés</b>	19 mai 2012
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	24 mai 2012 à 16h30mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	25 jours
<b>Période de validité des offres</b>	60 jours à compter de la date limite de soumission
<b>Date de l'évaluation technique</b>	05 juin 2012
<b>Date d'attribution provisoire</b>	05 juin 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	Néant
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	Néant
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	Néant
<b>Date de souscription</b>	16 juin 2012
<b>Date d'approbation</b>	03 juillet 2012
<b>Date de notification</b>	03 juillet 2012

<b>définitive du marché</b>	
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	16 août 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	21 août 2012
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	Néant
<b>Délai d'exécution</b>	Trois (03) mois
<b>Attributaire</b>	<b>GENITE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>199 810 403</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le délai de préparation des offres, à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, est de 25 jours, en violation de l'article 63.2 du CMP qui fixe le délai minimal de préparation des offres à 30 jours calendaires ;</p> <p>Le procès-verbal d'ouverture des plis, le rapport d'évaluation, et les offres des candidats n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Les reçus d'achat du DAO non plus ne sont pas versés dans le dossier pour nous permettre d'apprécier l'étendue de la publicité. Ces reçus d'acquisition du DAO permettent également de valoriser le produit de la vente des dossiers ;</p> <p>Les fonctions et la qualité de membre titulaire ou de suppléant de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des personnes ayant siégé à la séance d'évaluation et d'attribution du marché ne sont pas précisées dans l'état récapitulatif de l'évaluation des offres et de la proposition d'attribution du marché. Il est important d'indiquer ces informations pour permettre aux vérificateurs éventuels de disposer d'éléments d'appréciation des éventuelles incompatibilités ;</p> <p>Les supports publicitaires de l'attribution provisoire et définitive ne sont pas versés dans le dossier ;</p>

	Le contrat n'est pas mis à notre disposition.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect de l'article 63.2 du CMP, sur le délai de préparation des offres ;</p> <p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés, dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AOO N° 05/2011/DDD CONFECTION DE TICKETS/TITRES DE TRANSPORT</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	31 janvier 2011 « Le Soleil » et l'Observateur du 1 <sup>er</sup> février 2011
<b>Date de publication de l'AO</b>	-
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de convocation des membres de la commission des marchés</b>	-
<b>Période de validité des offres</b>	60 jours à compter de la date limite de soumission
<b>Date de l'évaluation technique</b>	02 novembre 2011
<b>Date d'attribution provisoire</b>	27 décembre 2011
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	Néant
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	Néant
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	Néant
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	Néant
<b>Date de souscription</b>	05 janvier 2012
<b>Date d'approbation</b>	06 janvier 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	Néant
<b>Date de notification définitive du marché</b>	03 juillet 2012
<b>Date d'enregistrement du</b>	29 mai 2013

<b>contrat</b>	
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	Néant
<b>Délai d'exécution</b>	Un (01) an
<b>Attributaire</b>	<b>IMPRIMERIE SENEGALAISE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>150 000 000</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le support de publication de l'avis d'appel d'offres n'a pas été classé dans le dossier ;</p> <p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer, notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;</p> <p>Le procès-verbal d'ouverture des plis et les offres des candidats n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>La responsable de la CPM est membre de la commission d'évaluation alors qu'elle est soumise aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante, ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de rejet, du candidat non retenu n'est pas classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Les quittances d'achat du DAO ne sont pas classées dans le</p>

	<p>dossier, pour nous permettre d'apprécier l'étendue de la publicité et pour valoriser le produit de la vente ;</p> <p>Le justificatif du reversement de la TVA, n'a pas été classé dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions des articles 39 et 142 du CMP.</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>AOO N° 08/2012/DDD FOURNITURE DE VEHICULES DE SERVICE EN 2 LOTS</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	31 janvier 2011 « Le Soleil » et l'Observateur
<b>Date de publication de l'AO</b>	« Le Soleil » du 21 mai 2012 et « l'Observateur » du 19 mai 2012
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Dépôt initial 26 juin 2012 à 16h30mn Avis de report « L'Observateur » du 28 juin 2012 Prorogé jusqu'au 30 juillet 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	37 jours, 71 jours
<b>Date de convocation des membres de la commission des marchés</b>	24 juillet 2012
<b>Période de validité des offres</b>	60 jours après la date de soumission
<b>Date de l'évaluation technique</b>	31 juillet 2012
<b>Date d'attribution provisoire</b>	Néant
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	Néant
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	18-19 et 20 août 2012
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	07 août 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	Néant
<b>Date de souscription</b>	16 août 2012
<b>Date d'approbation</b>	31 janvier 2013
<b>Date d'immatriculation</b>	05 février 2013
<b>Date de notification définitive du marché</b>	Néant

<b>Date d'enregistrement du contrat</b>		Néant
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>		« Observateur » du 11 septembre 2012
<b>Délai d'exécution</b>		Un (01) an pour le lot 1 Un (01) an pour le lot 2
<b>Attributaires</b>	<b>Lot 1 : CCBM INDUSTRIES</b>	<b>185 900 000</b>
	<b>Lot 2 : MATFORCE</b>	<b>31 536 000</b>
<b>Non conformités</b>		<p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, à l'ouverture des plis, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer, notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;</p> <p>Les fonctions et la qualité de membre titulaire ou de suppléant de la Commission des Marchés des personnes ayant siégé à la séance d'ouverture des plis ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis. Il est important d'indiquer dans un PVO ces informations pour permettre aux vérificateurs éventuels de disposer d'éléments d'appréciation des éventuelles incompatibilités ;</p> <p>Les lettres de notifications de rejet des candidats non retenus, n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Les quittances d'achat du DAO ne sont pas classées dans le dossier pour nous permettre d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des dossiers ;</p> <p>Les convocations pour la séance d'attribution ont été envoyées un jour avant la séance, alors que l'article 39 du CMP, fixe un délai de cinq (5) jours francs entre la date de convocation et celle de la réunion ;</p> <p>Le soumissionnaire CCBM INDUSTRIES, qui est le moins disant pour le lot 2, a été éliminé pour non-conformité pour l'essentiel, mais nous ne disposons pas des offres, pour pouvoir vérifier leur exhaustivité et la conformité de l'évaluation ;</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP.</p> <p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés, dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	DRP ACQUISITION D'UN GROUPE ELECTROGENE	DRP FOURNITURE DE BUREAU	DRP MATERIELS ET FOURNITURES DE MAGASINS
Date de saisine des fournisseurs	21 septembre 2012	31 juillet 2012	06 septembre 2012
Date d'ouverture des plis	1 <sup>er</sup> octobre 2012	08 août 2012	14 septembre 2012
Délai de préparation des offres	09 jours	07 jours	07 jours
Date d'attribution	Néant	30 août 2012	27 avril 2012
Notification d'attribution	Néant	Néant	Néant
Information des candidats non retenus	Néant	Néant	Néant
Fournisseurs consultés	DAROURAKHMANE MULTISERVICES ; APPLICATION SYSTEME ENERGY ; SENOFFICE MAX ; FLORIDIA ; MBIA	IMPRIMERIE KHELCOM ; ESIMCO ; ENTREPRISE ADJA MAREME SARR ; AMINATA CAMARA ; GIE AND LIGUEYE	ETS MANDIAYE; THIerno BIRAHIME SENE; GIE SENEGOCE; TAWFEKH PRODUITS ET SERVICES; GIE LEONA
Nombre d'offres reçues		Quatre (04) : IMPRIMERIE KHELCOM ; ENTREPRISE ADJA MAREME SARR ; AMINATA CAMARA ; GIE AND LIGUEYE	Cinq (05) : ETS MANDIAYE; THIerno BIRAHIME SENE; GIE SENEGOCE; TAWFEKH PRODUITS ET SERVICES; GIE LEONA
Attributaires		IMPRIMERIE KHELCOM SERVICES	
Montant du marché en F CFA	-	-	-

<p><b>Non conformités</b></p>	<p><b>DRP ACQUISITION D'UN GROUPE ELECTROGENE</b></p> <p>En dehors des lettres d'invitation, aucun document n'a été classé dans le dossier qui nous a été remis, pour nous permettre de vérifier la conformité des procédures déroulées ;  Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur l'identité des autres candidats auxquels les lettres ont été envoyées, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 3 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Aucun document pouvant nous renseigner sur l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'a été versé au dossier.</p> <p><b>DRP FOURNITURE DE BUREAU</b></p> <p>La commission des marchés a prononcé le rejet de deux offres dès l'ouverture des plis, pour non-conformité, alors que cette décision doit être prise à l'évaluation ; à l'étape d'ouverture, seuls des constats peuvent être faits mais aucune décision de rejet d'offre ne peut être prise.</p> <p>Des produits d'entretien comme du désodorisant, de l'eau de javel, des insecticides, du détergent figurent sur la liste des fournitures de bureau alors qu'il s'agit de fournitures de nature différente ; le mot « OMO » a été utilisé alors qu'il s'agit d'une marque de détergent en violation de l'article 7 du CMP.</p> <p>Le quitus fiscal de l'Imprimerie Khelcom Services date du 16 novembre 2011 et n'est donc pas valable, cependant, le marché lui a été attribué sans que la commission lui ait accordé un délai pour fournir un quitus fiscal valide</p> <p>Les lettres de rejet des soumissionnaires non retenus ne renseignent pas sur le nom de l'attributaire le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Aucun document dans le dossier ne fait fi du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué ;</p>
-------------------------------	--

	<p>Ni contrat, ni bon de commande n'ont été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p> <p><b>DRP MATERIELS ET FOURNITURES DE MAGASINS</b></p> <p>Les lettres d'invitation des candidats n'ont pas été mises à notre disposition ;</p> <p>Aucune offre des soumissionnaires n'est datée ;</p> <p>Aucun document dans le dossier ne fait fi du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué Les offres présentent des similitudes sur la présentation et semblent provenir de la même source, avec des candidats qui ont le même numéro de téléphone, d'une part, Thierno Birahim Sène et Tawfekh <b>77 742 17 94</b> et d'autre part, Thierno Birahim Sène et le GIE SENEGOCÉ téléphone <b>33 835 00 63</b>, ce qui laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs ou un simulacre de marché ; s'y ajoute, l'avis d'immatriculation du GIE SENEGOCÉ porte la même adresse que celle de Thierno Birahim Sène : Parcelles Assainies Unité 08 N° 563, de plus que l'examen des dossiers nous a permis de constater que Thierno Birahim Sène est le gérant du GIE SENEGOCÉ.</p> <p>.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives, pour ne pas biaiser la concurrence ;</p>

	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

Description	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE AUXILIAIRE (COMMANDES DIRECTES)				
	Achat de câbles, tubes colle krazy, de cadenas, roulements mouyau, roulement volant moteur, pinceaux	Prestation de services PTB	Achat de rouleaux de papier collant, papier kraft et de seaux de peinture à huile	Achat de pots de colle aramétal de 1kg et tubes colle silicone bleu	Achat de coches et fusibles
Fournisseurs consultés	-	-	-	-	-
Attributaires	ALIOU SAMOURA	GIE AND LIGUEYE	THIERNO BIRAHIM SENE	THIERNO BIRAHIM SENE	THIERNO BIRAHIM SENE
Montants	3 304 590	10 302 000	664 340	949 900	1 126 900
Non conformités	<p><b>Achat de câbles, tubes colle krazy, cadenas, roulements mouyau et volant moteur et pinceaux – Prestation de services PTB – Achat de rouleaux de papier collant, papier kraft et de seaux de peinture à huile - Achat de pots de colle aramétal de 1kg et tubes colle silicone bleu – Achat de coches et fusibles</b></p> <p>Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d’une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n’a été classée dans le dossier, alors qu’aucune autorisation ou avis de la DCMF, pour contracter par entente directe, n’a été classée dans le dossier, en violation de l’article 76 du CMP. Le dossier mis à notre disposition ne comprenait que les documents relatifs à l’exécution du marché (bon de commande, bon de livraison, facture, PV de réception).</p> <p><b>Achat de câbles, tubes colle krazy, cadenas, roulements mouyau et volant moteur et pinceaux</b></p> <p>La commission de réception a constaté la bonne exécution des services et a prononcé la réception sans aucune précision sur les articles reçus. Un acompte de 1 000 000 F CFA sur la facture N° 735 du 16/05/2012 est réglé par chèque BIS N° 0489082 du 17/08/2012.</p>				



	<p><b>Prestation de services PTB</b></p> <p>Des paiements ont effectués à hauteur de 15 451 500 F CFA, alors que le cumul des factures N° 071/2012 ; 078/2012 ; 080/2012 et 081/2012, est d'un montant de 10 302 000 F CFA TTC, soit une différence de 5 149 500 F CFA , non justifiés.</p> <p><b>Achat de pots de colle aramétal de 1kg et tubes colle silicone bleu</b></p> <p>Facture N° 519 du 17/11/2012 d'un montant de 949 900 F CFA Une pièce de règlement d'un acompte sur la facture N° 490 du 22/10/2012 d'un montant d'un million est jointe au dossier.</p> <p><b>Achat de coches et fusibles</b></p> <p>Bordereau de livraison N° 00971 du 15/11/2012 PV de réception du 14/11/2012 Facture N° 522 du 15/11/2012 d'un montant de 1 126 900 F CFA Une incohérence est notée entre la date d'établissement du PV de réception, le 14/11/2012 et la date qui est sur le bon de livraison, le 15/11/2012.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la cohérence des informations mentionnés dans les documents d'exécution ;</p> <p>Se conformer à l'article 76 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

Description	OPERATIONS EXTRAITES DU GRAND LIVRE (COMMANDES DIRECTES)				
	Achat de cartouches dessinateur	Achat de courroies alternateur et de foret	Achat de chaine GM, cadenas et courroies alternateur	Achat de feuilles plexi glace	Flexible Réparation GM 3/8  Flexible Réparation GM 5/8
Fournisseurs consultés	-	-	-	-	-
Attributaires	THIERNO BIRAHIM SENE	THIERNO BIRAHIM SENE	THIERNO BIRAHIM SENE	THIERNO BIRAHIM SENE	TAMOUFLEX
Montants en F CFA TTC	3 245 000	3 245 000	867 300	654 900	750 008  750 000  2 150 000
Non conformités	<p><b>Achat de cartouches dessinateur – Achat de courroies alternateur et de foret – Achat de chaine GM, cadenas et courroies alternateur – Achat de feuilles plexi glace – Flexible Réparation GM 3/8 – Flexible Réparation GM 5/8</b></p> <p>Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d’une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n’a été classée dans le dossier, alors qu’aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n’a été classée dans le dossier, en violation de l’article 76 du CMP. Le dossier mis à notre disposition ne comprenait que les documents relatifs à l’exécution du marché (bon de commande, bon de livraison, facture, PV de réception).</p> <p><b>Achat de cartouches dessinateur – Achat de courroies alternateur et de foret</b></p> <p>Bordereau de livraison N° 00972 du 15/11/2012</p>				

	<p>PV de réception du 14/11/2012 Une incohérence est notée entre la date d'établissement du PV de réception le 14/11/2012 et la date qui est sur le bon de livraison, le 15/11/2012.</p> <p><b>Achat de feuilles plexi glace</b></p> <p>Une pièce de règlement d'un reliquat de 970 000 F sur la facture N° 490 du 22/10/2012 qui ne figure pas dans le grand livre et d'un acompte de 1 030 000 F sur la facture N° 491 du 04/01/2011.</p> <p><b>Opération relative au règlement des 2 150 000 F CFA TTC</b></p> <p>La facture N° 0001 du 08/08/2011 relative à cette opération, n'est pas classée dans ce dossier, pour nous permettre de déterminer la nature et l'objet de la prestation. Notons que le montant ci avant mentionné est le résultat de 3 acomptes, payés sur cette opération.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la cohérence des informations mentionnés dans les documents d'exécution ;</p> <p>Se conformer à l'article 76 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

Description	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE AUXILIAIRE (COMMANDES DIRECTES)				
	Filtres à huile direction Tata et flexibles réparation GM	Bagues arrêt d'huile moyen AR Tata	Opération de manutention Bord/Terre et livraison garage DAKAR DEM DIKK	Déchargement de 115 bus DAKAR DEM DIKK	Cartouches dessiccateurs
Fournisseurs consultés	-	-	-	-	-
Attributaires	TAMOUFLEX	TAMOUFLEX	SIMAR S.A	THOCOMAR	WILIX SARL
Montants en F CFA TTC	1 310 000	1 652 000	17 487 477	18 000 000	3 245 000 3 245 000
Non conformités	<p><b>Filtres à huile direction Tata et flexibles réparation GM – Bagues arrêt d'huile moyen AR Tata – Cartouches dessiccateurs</b>  <b>Facture N° 0008 – Cartouches dessiccateurs Facture N° 00012</b></p> <p>Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP. Le dossier mis à notre disposition ne comprenait que les documents relatifs à l'exécution du marché (bon de commande, bon de livraison, facture, PV de réception).</p> <p><b>Opération de manutention Bord/Terre et livraison garage DAKAR DEM DIKK</b></p> <p>Aux termes du contrat, la SIMAR a été nommé pour le déchargement et la réception de 115 bus et celle-ci s'engage à débarquer les bus en toute sécurité, jusqu'à livraison totale à DAKAR DEM DIKK, contre le paiement de la facture en deux (2) tranches.</p> <p><b>Déchargement de 115 bus DAKAR DEM DIKK</b></p> <p>Seuls la facture et un mail donnant l'ordre à DAKAR DEM DIKK, d'effectuer le virement sur le crédit international, avec les références bancaires du prestataire, ont été classés dans le dossier.</p>				

	<p><b>Cartouches déssicateurs Facture N° 00012</b></p> <p>Une incohérence est notée entre la date d'établissement du PV de réception le 10/05/2012 et la date qui est sur le bon de livraison, le 17/05/2012</p>
<b>Recommandations</b>	Se conformer à l'article 76 du CMP.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

Description	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE AUXILIAIRE (COMMANDES DIRECTES)				
	Location de voiture 4X4 pour trois (3) mois	Offre conversion de base de données 2007	Offre conversion de base de données 2011	Pièces de rechange	Fournitures de bureau
Fournisseurs consultés	-	-	-	-	-
Attributaires	ECAPIS SUARL	ZENITH INTERNATIONAL	ZENITH INTERNATIONAL	SUNLONG	GIE AND LIGUEYE
Montants en F CFA TTC	3 600 000	2 360 000	8 865 807	83 408,24 USD, soit 42 788 430 F CFA	469 935
Non conformités	<p><b>Location de voiture 4X4 pour trois (3) mois</b></p> <p>Le justificatif du reversement de la TVA n'a pas été classé dans le dossier.</p> <p><b>Offre conversion de base de données 2011 - Offre conversion de base de données 2011 - Pièces de rechange - Fournitures de bureau</b></p> <p>Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP. Le dossier mis à notre disposition ne comprend que les factures ;</p> <p>Le justificatif du reversement de la TVA n'a pas été classé dans le dossier.</p> <p><b>Offre conversion de base de données 2011</b></p> <p>Des paiements ont effectués à hauteur de 9 719 108 F CFA, alors que le « Net à Payer » de la facture classée dans le dossier est d'un montant de 8 865 807 F CFA, soit une différence de 853 301 F CFA , non justifiés.</p> <p><b>Fournitures de bureau</b></p>				

	Des paiements ont effectués à hauteur de 808 750 F CFA, alors que la facture classée dans le dossier est d'un montant de 469 935 F CFA, soit une différence de 338 815 F CFA , non justifiés.
<b>Recommandations</b>	Se conformer à l'article 76 du CMP ;  Veiller à classer le justificatif du reversement de la TVA.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**





(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél: 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Directeur Général  
de Dakar Dem Dikk  
(DDD)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012


**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

DAKAR DEM DIKK  
Direction Générale  
le 17-06-14  
Ased

  
Ibra Guéye  
Directeur-Associé  
Bureau Système Contrôle  
1172 - F  
8 - Dakar  
en

## **ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



**DIRECTEUR GENERAL**

N° 00991 DDD/DG/CPM

Dakar, le 13 JUIL 2014

// -))

Monsieur le Directeur Général  
Du cabinet BSC

**Objet :** Lettre de transmission

**Réf :** Rapport provisoire de la mission de revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion de 2012

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous accusons réception de votre courrier en date du 17 juin 2014, où vous avez bien voulu nous transmettre le rapport cité en référence pour examen et observations.

Par conséquent nous vous transmettons nos observations (ci-jointes) après analyse.

Vous en souhaitant une bonne réception, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, à notre considération distinguée.

**DAME DIOP**



Société Anonyme à participation publique majoritaire, Capital Social 1.500.000.000 FCFA – RC N°169 B 2001 • Km 4,5 Avenue  
Cheikh Anta Diop – BP 11725 – Dakar  
Tél. : 33 865.15.55 – Fax. : 33 860.31.93 • Email : demdikk@demdikk.com – [www.demdikk.com](http://www.demdikk.com)



## Observations sur rapport provisoire

1. Nous n'avons jamais justifié les déficiences dans le classement et l'archivage des documents de passation des marchés durant les années antérieures à 2013 par le remplacement de la responsable de la cellule. L'archivage de tous les documents de Dakar Dem Dikk relève de la direction générale mais, force est de constater qu'il y a des déficiences et c'est d'ailleurs une de nos priorités.
2. Les extraits de la balance des comptes fournisseurs et du grand livre vous ont été envoyés via courriel le 28 avril 2014 par notre chef comptable. C'est d'ailleurs son exploitation que vous avez fait sur la partie h) de la page 7 ; mais au niveau des réserves (page 3) et sur l'exécution physique (p 27-28) vous dites ne les avoir pas reçus.
3. La quasi-totalité des marchés qui sont traités dans le rapport relève de l'exercice de 2011. Il nous semble que la mission concerne les marchés de 2012 (Cf. 2.3.3 étendue des travaux effectués). Aussi, il n'y a pas un seul marché conclu en 2012 et qui ne figure pas dans le PPM.
4. L'article 142 du code dit « Au sein de chaque autorité contractante, l'organe de contrôle interne doit s'assurer de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics. » Il n'est nullement interdit à la coordonnatrice de la CPM d'être membre des commissions techniques. Mieux, sa présence est obligatoire car elle tient le secrétariat de la commission. Aussi l'article 35 du CMP stipule que « la cellule est chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés ».
5. Outre ces remarques, nous avons émis ces quelques observations qui suivent :
6. Vous avez énuméré à la page 4, après avoir établi le tableau comparatif des offres, des surcharges manuscrites ont été notées sur le lot n° 3 « pièces d'usure tata » qui



Société Anonyme à participation publique majoritaire, Capital Social 1.500.000.000 FCFA – RC N°169 B 2001 • Km 4,5 Avenue  
Cheikh Anta Diop – BP 11725 – Dakar

Tél. : 33 865.15.55 – Fax. : 33 860.31.93 • Email : [demdikk@demdikk.com](mailto:demdikk@demdikk.com) – [www.demdikk.com](http://www.demdikk.com)





ont eu pour effet de fixer les offres des ETS PAD et de TATA AFRICA SENEGAL a respectivement, 1871000 F CFA et 1660000F CFA TTC, alors que ces deux candidats n'avaient pas fait d'offres sur ce lot n° 3 au regard du contenu de leurs propositions ; il s'agit d'une violation du principe d'intangibilité des offres et d'une rupture de l'égalité de traitement des candidats. La commission des marchés a ensuite fait une proposition d'attribution pour les lots n°1 ,2 et 3 et a décidé de ne pas attribuer les deux restants.

7. Force de noter qu'il y a vraiment une incompréhension du dossier. Les deux candidats (ETS PAD et de TATA AFRICA SENEGAL) ont tous fait des offres sur le lot 3 « pièces d'usure tata » (voir archives disponibles des dossiers des offres des candidats qui ont été mis à votre disposition lors de votre passage.) simplement il faut noter que le candidat TATA AFRICA SENEGAL avait regroupé les lots 2 et 3 en une seule offre et c'est au moment de l'évaluation que ceci a été corrigé et les marchés ont été attribués au candidat dont l'offre est conforme et évaluée moins disante. Rappelons aussi que le DAO du marché de pièce de rechange avait un avis de non objection avant son lancement et les publicités, l'ouverture des plis, l'évaluation ont été tous établis et transmis au niveau de la DCMP.
8. A la page 6 paragraphe d) vous relatez que « ni les offres des candidats, ni les PV d'ouverture des plis, ni le rapport d'évaluation encore moins les justificatifs d'exécution et de règlement n'ont pas été classés dans le dossier de marché ».
9. Nous rappelons aussi que les archives montrent que tous les candidats soumissionnaires avaient tous des dossiers conformes et par conséquent le marché a été attribué à GENITE dont l'offre conforme avait été évalué la moins disante. Les P.V. d'ouverture des plis et le rapport d'évaluation existent (voir copie ci-joint). Notons aussi que ce marché relatif aux travaux de réhabilitation du dépôt de Thiaroye et à l'assainissement partiel dudit dépôt avait été immatriculé et validé par la DCMP.
10. Au niveau de la synthèse des non conformités sur la passation de marché : (AOO Fourniture de pièces de rechange et Fourniture d'atelier) marché 2011 : vous affirmez que la durée de validité de la garantie de soumission n'a pas été



Société Anonyme à participation publique majoritaire, Capital Social 1.500.000.000 FCFA – RC N°169 B 2001 • Km 4,5 Avenue Cheikh Anta Diop – BP 11725 – Dakar  
Tel. : 33 865.15.55 – Fax. : 33 860.31.93 • Email : [demdikk@demdikk.com](mailto:demdikk@demdikk.com) – [www.demdikk.com](http://www.demdikk.com)



mentionnée dans l'avis d'appel d'offres, alors que dans le journal observateur N° 2252 du Vendredi 25 mars 2011 page 9 il est bien spécifié 60 jours à compter de la date de soumission.

11. Aussi que tous les membres de la commission ont signé le PV d'ouverture des plis contrairement à ce qui est spécifié dans le rapport provisoire. Dakar Dem Dikk dispose d'un registre où tous les représentants des candidats émargent à chaque ouverture des plis (voir sur registre ci joint).
12. le PV d'attribution existe dans le dossier. Seulement il faut noter que le PV d'évaluation est complété par une attribution. (lire PV)
13. Les supports de publication de l'attribution définitive des marchés existent dans nos dossiers : (le soleil N° 12312 du 11,12 et 13 juin 2011 et l'observateur N° 2316 du 11, 12 et 13 juin 2011). (voir copie ci-joint).
14. DRP Acquisition d'un groupe électrogène n'a pas été effectué les lettres que vous avez analysées n'étaient que des brouillons.
15. Le contrat de ZENITH INTERNATIONAL et les justificatifs de paiements sont disponibles.
16. Le contrat de LOC SET SURL est disponible.



Société Anonyme à participation publique majoritaire, Capital Social 1.500.000.000 FCFA – RC N°169 B 2001• Km 4,5 Avenue  
Cheikh Anta Diop – BP 11725 – Dakar  
Tél. : 33 865.15.55 – Fax. : 33 860.31.93 • Email : [demdikk@demdikk.com](mailto:demdikk@demdikk.com) – [www.demdikk.com](http://www.demdikk.com)